ditions de l'évacuation et de prendre des engagements au sujet de l'évacuation. La vie intérieure de ces provinces serait donc entre les mains de ces puissances pour une période indéfinie. Dans de telles conditions, toute garantie vague au sujet de l'expression de la volonté des Polonais, des Lettons et des Lithuaniens n'a qu'un caractère illusoire. Pratiquement, cela signifie que les gouvernements de l'Autriche et de l'Allemagne prennent en mains la destinée de ces nations. "

Les chefs du gouvernement russe — si l'on peut appeler cela un gouvernement — ont refusé d'accéder à ces conditions, tout en déclarant qu'ils ne voulaient pas continuer la guerre. Ils ont proclamé que la Russie répudiait tout engagement avec ses anciens alliés français, anglais et italiens, et ils ont rendu un décret pour ordonner la démobilisation des troupes. Cependant les négociations restaient suspendues, la paix n'était pas signée et la fin de l'armistice approchait rapidement. Dans le conseil des ouvriers et des soldats, on a discuté la possibilité d'une reprise d'offensive de la part de l'Allemagne. Mais tout le monde s'est écrié qu'une pareille éventualité était absolument improbable. On est donc resté dans cette situation incohérente jusqu'au 18 février, terme de l'armistice. Ce jour-là même les armées allemandes ont repris leur marche en avant sur toute la ligne. Elles sont entrées dans Dvinsk, dans Lutsk, dans Minsk. Elles marchent sur Petrograd.

En face de cette invasion contre laquelle les misérables chefs de la démagogie russe, après avoir désorganisé l'armée, saboté tous les services, systématisé l'indiscipline, se voient désespérément impuissants à défendre le sol de la patrie et l'honneur national, ils ont courbé la tête et se sont décidés à subir les honteuses conditions de l'ennemi. Par un message radiotélégraphique, ils ont signifié leur capitulation aux Allemands. Mais ceux-ci ont refusé de reconnaître ce mes-